

EMPLOI ET CROISSANCE EN ALGERIE 1990-2003

Ahmed **BOUYACOUB***

L'objet de cette étude porte sur l'évolution de l'emploi au cours de la période 1990-2003 et particulièrement par rapport aux principaux paramètres économiques. Une des questions qui se pose est de savoir si les différents réajustements structurels infligés à l'économie nationale ont transformé le marché du travail. Par ailleurs, les données publiées concernant l'emploi semblent montrer une tendance lourde à la baisse du taux de chômage S'agit-il d'une dynamique profonde?

L'emploi informel prend une place de plus en plus importante dans la structure de l'emploi: S'agit-il d'un mécanisme de régulation en période de crise économique et sociale ou plutôt d'un mode de développement particulier?

Enfin, la structure de l'emploi, tel qu'il se développe depuis de nombreuses années, explique-t-elle la baisse tendancielle du niveau de performance de l'économie nationale, en termes de productivité?

Le but de cette étude n'est pas de proposer des réponses à ces questions principales, mais de proposer, à travers le traitement des données disponibles sur l'emploi, un certain nombre d'hypothèses de recherche.

Il peut paraître trivial de poser la question de la relation entre l'emploi et les données macro-économiques tant les économistes ont depuis longtemps montré que «le volume et la qualité de l'emploi sont le résultat du fonctionnement de l'ensemble de l'économie nationale»¹ dans les économies de marché, bien sûr. Notre question concerne la nature de cette relation dans une économie qui entame sa transition vers l'économie de marché et qui a connu, pendant presque une décennie, une forte récession et des ajustements structurels importants. Dans une économie de cette nature, le marché du travail, en construction, ne fonctionne pas comme en économie développée. Cette question renvoie également à la problématique concernant la

* Chercheur au CREAD et au LAREGE, Université d'Oran.

¹ Dominique Gambier et Michel Vernières (1991), Le marché du travail, 3^{ème} éd. Economica.

nature du travail dit informel², de son évaluation et par conséquent de la nature du chômage.

Quelle est la nature des évolutions enregistrées au cours de ces dernières années? Sont-elles comparables à celles que les économies réajustées (par le biais des PAS) ont connues?

Le réajustement structurel de 1994-1998 a-t-il entraîné une transformation du marché du travail? Quelles sont les nouvelles caractéristiques de ce marché?

Avant d'avancer quelques hypothèses sur ces différentes questions, il est utile de souligner, c'est le devoir du chercheur, que les données sur les questions de l'emploi restent très disparates, irrégulières et parfois très différentes d'une institution à l'autre. Ce qui peut réduire leur crédibilité. Pour la même année, les données sont révisées parfois a posteriori sans explication. Les travaux sur l'emploi se suivent et utilisent pour les mêmes années et les mêmes paramètres souvent des données différentes³.

Nous présentons trois points importants: la question de l'emploi en 2003, les principales caractéristiques de l'emploi et enfin les performances économiques.

² On peut adhérer à la démarche de Philippe Hugon qui souligne que «d'informel est profondément ambigu» et que la question ne se pose pas de «formaliser l'informel ou d'informaliser le formel» et d'ajouter que l'important est «que les activités dites informelles financières et productives doivent s'articuler avec les grandes organisations et permettre de concilier la flexibilité nécessaire et l'efficacité. A un niveau sociopolitique, il importe de reconstituer l'Etat, les corps intermédiaires et les associations, expressions collectives de la société civile», in Ajustement structurel, emploi et rôle des partenaires sociaux en Afrique francophone, Cahiers de l'emploi et de la formation n° 28, OIT, Genève, 1998.

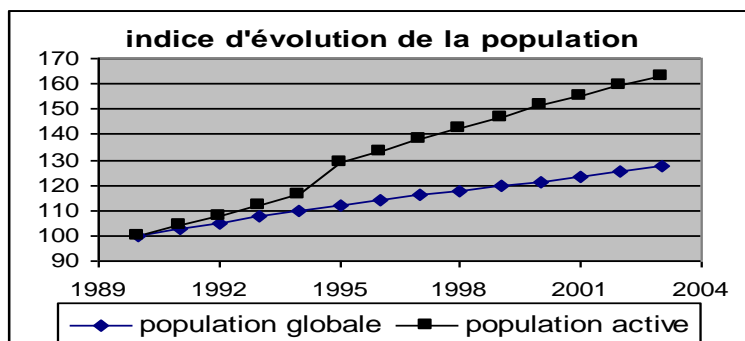
³ Tous nos calculs, sauf indication contraire, sont basés sur la série de données relatives à l'emploi, notamment pour les dernières années, des services du Délégué à la Planification. Cf en particulier, La situation de l'emploi et du marché du travail en 2003, par Ihaddaden Toufik, Séminaire national sur l'emploi 15-16 février 2004, Alger.

1 - LA QUESTION DE L'EMPLOI EN 2003

Les données concernant l'emploi et le taux de chômage pour l'année 2003 ont été communiquées lors du séminaire sur l'emploi⁴ et tout le monde s'est félicité du progrès de ces indicateurs fondamentaux de l'économie. L'emploi a connu une croissance de 5,2% en 2003, ce qui a entraîné une baisse de deux points du taux de chômage confirmant la dynamique de sa baisse depuis l'année 2001. Cette croissance de l'emploi est certainement le résultat du taux de croissance économique enregistré de 6,8%. Mais quelles sont les principales caractéristiques de l'emploi?

1.1. Une demande d'emploi de plus en plus grande

En matière de population, il est remarquable de constater la baisse importante du taux de croissance démographique au cours de la dernière décennie. Mais les conséquences de cette baisse ne se feront sentir que dans une vingtaine d'années. Actuellement, la demande d'emploi est de plus en plus grande, comme en témoigne la croissance rapide de la population active. Le taux d'activité, qui était de 23,4% en 1990, ne cesse d'augmenter même s'il reste encore relativement plus faible avec 29,95% en 2003 par rapport aux taux enregistrés dans les pays d'Afrique de l'ordre de 37% et dans l'Afrique sub-saharienne avec 39% en 1995⁵.



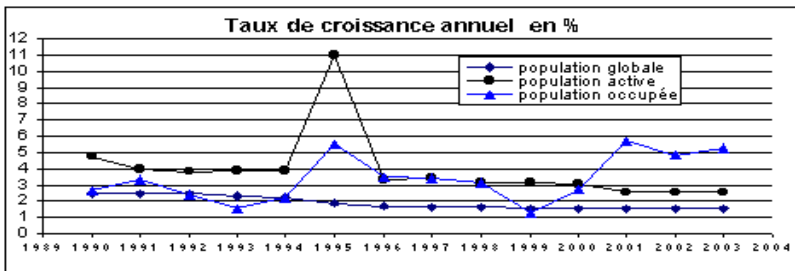
⁴ Séminaire national sur l'emploi organisé par le Ministère de l'emploi et de la solidarité nationale avec le BIT et le PNUD, Bureau d'Alger, les 15 et 16 février 2004 à Alger.

⁵ Charmes J. (1996) "Emploi, informalisation, marginalisation ? L'Afrique dans la crise et l'ajustement 1975-1995" in COUSSY J., VALLIN J. (ed), (1996) *Crise et population en Afrique*, Paris, CEPED.

La demande d'emploi est appelée à connaître une forte croissance au cours des prochaines années en raison de facteurs démographiques connus mais aussi des dysfonctionnements du système éducatif qui renvoie prématurément des cohortes de jeunes de plus en plus nombreux sans qualification⁶.

1.2. La faiblesse de création de l'emploi

L'économie algérienne s'est distinguée au cours de la décennie 1990-2000⁷ par la faiblesse du taux de croissance de l'emploi global créé par rapport à la croissance de la population active. Il en a résulté une croissance régulière du taux de chômage. Comme le montre le graphique ci-dessous, cette tendance s'est inversée à partir de l'année 2001. Les données officielles montrent un pic important du taux de croissance de l'emploi pour l'année 1995, première année d'application du PAS, et des taux de croissance de l'emploi les plus élevés au cours de la période 1996-1998 par rapport à la décennie précédente. Ce programme n'a donc pas affaibli la création de l'emploi, comme on l'a parfois souligné⁸. C'est son premier trait particulier en matière d'emploi.



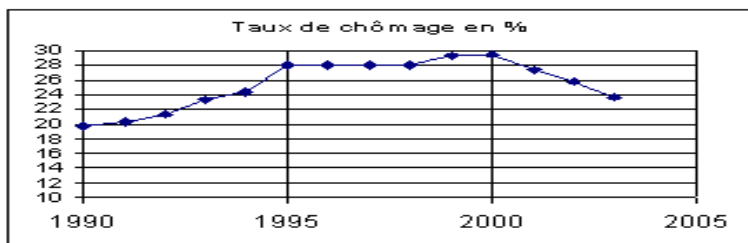
⁶ Bouyacoub A. (2002) *Emploi, formation et employabilité: quelle problématique en Algérie?* In La Formation, l'emploi et l'employabilité, Actes de la Conférence euro-maghrébine, Alger 27-29 avril 2002, B.I.T

⁷ L'année 1990 étant considérée comme «un moment déterminant dans la dynamique d'évolution de l'emploi et marque une rupture définitive avec les évolutions antérieures» parce que «pour la première fois en Algérie, le solde net de créations d'emplois a été négatif», Mohamed Medjkoune (1998), *Ajustement structurel, emploi et chômage en Algérie*, numéro spécial de la Revue du CREAD n° 46/47, 1998.

⁸ Musette Saib et Hammouda Nacer Eddine (1998), *Evaluation des effets du PAS sur le marché du travail en Algérie*, Revue du CREAD, op. cit.

Dans les pays qui ont subi un PAS, il a souvent été observé une forme non négligeable de dégradation de l'emploi à moyen terme, comme ce fut le cas de nombreux pays africains⁹, en raison d'une conjonction de facteurs dont les moins négligeables sont les restructurations du secteur public et la réduction des dépenses salariales de l'Etat.

De façon générale et dans tous les cas, «l'ajustement structurel a fortement modifié les conditions de fonctionnement du marché du travail»¹⁰. En Algérie, le graphique suivant montre bien une forme de stabilisation du taux de chômage au cours de la période couverte par le PAS (1995-1998) suivie d'une légère hausse en 1999-2000 avant d'amorcer sa chute. La stabilisation du cadre macro-économique a entraîné une chute du taux de chômage. Le cas algérien confirme, malgré tout, les thèses du FMI sur la question de l'emploi et sa relation avec la croissance et le cadre macro-économique, puisque les paramètres observés semblent aller dans ce sens: La question mérite d'être discutée.



2. LES PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DE L'EMPLOI

Les trois principales caractéristiques que nous avons identifiées dans un précédent travail¹¹ restent valables pour ces trois dernières années et constituent des tendances lourdes importantes: une relation ambiguë entre le niveau du volume d'emploi créé et le taux d'investissement, un mouvement de désalarisation importante et une dépermanisation de l'emploi. Trois tendances importantes méritent d'être présentées. Il s'agit de l'effondrement du salariat, de sa

⁹ Hugon Philippe et Pagès Naima (1998) *Ajustement structurel, emploi et rôle des partenaires sociaux en Afrique francophone*, Cahiers de l'emploi et de la formation n° 28, OIT, Genève. .

¹⁰ Hugon Philippe et Pagès Naima (1998), idem.

¹¹ Bouyacoub A. (2002) *Emploi, formation et employabilité: quelle problématique en Algérie?* In *La Formation, l'emploi et l'employabilité*, Actes de la Conférence euro-maghrébine, Alger 27-29 avril 2002, B.I.T

privatisation croissante et du développement relatif de l'emploi administratif

2.1. L'effondrement du salariat

Alors que la tendance globale des pays industrialisés a été un mouvement important de salarisation de l'emploi (les salariés représentent plus de 80% de l'emploi depuis plus de deux décennies¹²) et une réduction d'autant plus importante du poids des indépendants dans la population occupée, en Algérie le phénomène inverse se manifeste depuis plus d'une décennie. Les salariés représentaient presque 75% de la population occupée en 1992, et seulement 65% en 2003. En réalité, la chute du poids des salariés est encore plus importante.

En effet, les salariés permanents ont perdu 16 points entre 1992 et 2003. Le phénomène de dépermanisation s'est accéléré au cours des dernières années. Ce mouvement de précarisation du salariat est-il un mouvement durable, comme l'indiquent certaines études?¹³ Ce mouvement s'est également accompagné d'une baisse importante du poids des salaires dans le PIB qui ne dépasse pas 22% en 2003, alors qu'il avait atteint 40% en 1986. Ce niveau est nettement inférieur à celui des pays du Maghreb (Tunisie 37%, Maroc 30%) et sans comparaison à celui des pays développés (France 52%). Mais l'analyse en termes d'économie non pétrolière ramène ce taux à 35%, taux comparable à celui des pays voisins, bien que nettement inférieur au taux de 51% enregistré en 1983¹⁴.

Tableau 1: Evolution de la structure de l'emploi en %

	1992	2003
Employeurs et indépendants	20	27,8
Salariés	74,7	65,5
Salariés permanents	58	42,8
Salariés non permanents, apprentis et autres	16,7	22,7
Aides familiaux	5,3	7,2
Total	100	100

Source: calculs effectués à partir des données ONS

¹² Gambier M. et Vernières M. *Le marché du travail* op.cit.

¹³ Musette M.S., Isli M.A. Et Hammouda N.E. (2003), *Marché du travail et emploi en Algérie*: éléments pour une politique nationale de l'emploi, B.I.T Bureau d'Alger

¹⁴ Bouyacoub A. (2003) *L'évolution des salaires en Algérie* in Le salaire minimum en Algérie, étude collective, BIT 2003.

Enfin, l'effondrement du salariat est à lier à la baisse importante du poids de l'emploi industriel qui représentait 13,4% en 1990 et seulement 8,9% en 2003 de l'emploi global structuré. En termes absolus, le secteur industriel a perdu 7,5% de ses effectifs au cours de cette période.

2.2. Une privatisation rampante de l'emploi

La répartition de l'emploi global entre le secteur public et le secteur privé reflète les mutations importantes de l'économie nationale et le poids de plus en plus important du secteur privé qui produit plus de 80% de la valeur ajoutée hors hydrocarbures en 2002.

Son poids dans l'emploi global a connu une croissance importante, bien que plus modeste que celle de sa contribution à la production. L'emploi privé représentait 35% en 1987, 46% en 1990 et atteint 61% en 2003. La structure juridique de l'emploi de 1987 a été presque inversée en 2003. Mais ce renversement de la structure juridique a été accompagné par un autre paradoxe puisqu'il n'a pas empêché l'emploi administratif de connaître une relative croissance.

2.3. Une relative croissance de l'emploi administratif

Habituellement, les PAS, là où ils ont été appliqués, ont presque toujours entraîné une forte «déflation des effectifs de la fonction publique»¹⁵ en vue d'une réduction importante des dépenses salariales de l'Etat. Le cas algérien est édifiant puisque l'objectif a été réalisé sans le moyen indiqué. Le bilan du FMI se félicite que le ratio des dépenses salariales de l'Etat ait été ramené à 11,2% du PIB en 1995, «ratio inférieur à celui du Maroc et de la Tunisie»¹⁶ mais regrette que le nombre de fonctionnaires n'ait pas cessé d'augmenter pour autant au cours de la période couverte par le PAS entre 1994 et 1998 et justifie cette tendance par «le recrutement de personnel de sécurité pour faire face aux troubles civils»

Mais, cette orientation n'est pas conjoncturelle. Elle constitue un phénomène structurel comme le montre l'évolution du nombre de fonctionnaires pour 1000 habitants.

¹⁵ Hugon P. et Pagès N. Op. Cit.

¹⁶ FMI (1998), *Algérie: stabilisation et transition à l'économie de marché*, 140 p. Washington 1998.

Tableau 2: Nombre de fonctionnaires pour 1000 habitants

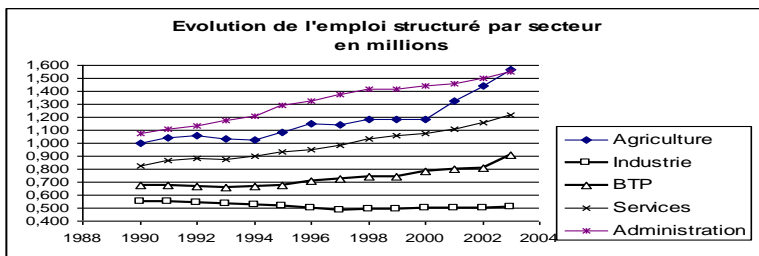
	1990	1994	1998	2003
Algérie	42,9	44	47,9	48,5
Maroc, Tunisie, Jordanie			30	
Corée, Malaisie, Thaïlande			23	

Source: Pour l'Algérie, calculs sur les données « emploi » pour l'Algérie. Pour les autres pays FMI (1998)

Le nombre relatif de fonctionnaires en Algérie est naturellement beaucoup plus important que celui des autres pays, surtout si on le compare aux pays d'Afrique sub-saharienne où «on estime en 1994, le nombre de fonctionnaires pour 1000 habitants entre 3,7 au Burkina Faso et 8,9 au Sénégal»¹⁷.

L'emploi administratif occupe depuis longtemps la première place dans la structure de l'emploi global structuré et a été rejoint au cours de la dernière année par l'emploi agricole, comme le montre le graphique ci-dessous. La structure actuelle de l'emploi, favorise-t-elle l'émergence d'un véritable marché de travail?

Enfin, avec ces caractéristiques atypiques et contradictoires d'une économie où la transition vers l'économie de marché dure depuis plus de quinze ans, quel niveau de performance l'emploi a-t-il enregistré?



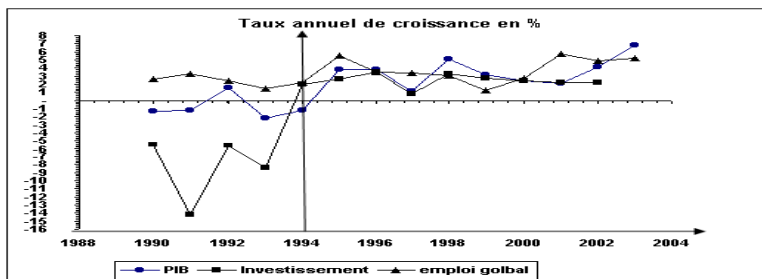
¹⁷ Hugon P. et Pagès N. op.cit.

3. LES PERFORMANCES ECONOMIQUES.

Quatre aspects en relation avec l'emploi méritent d'être étudiés. Il s'agit bien entendu de l'investissement, de la croissance économique, de la nature de l'emploi créé et de la productivité des facteurs de production.

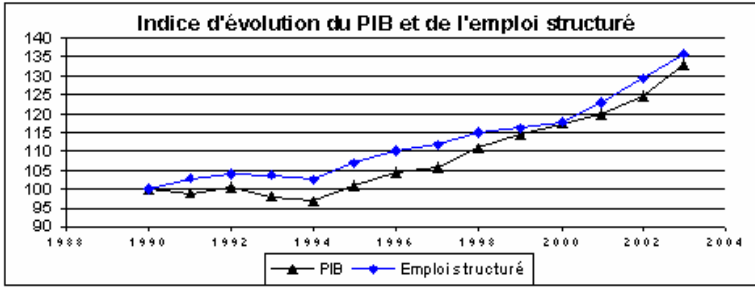
3.1. Une croissance économique adossée principalement à l'investissement

L'analyse des données révèle que la croissance économique réalisée au cours des dernières années est principalement adossée à l'investissement. La période 1990-1994, marquée par une baisse du taux d'investissement a été marquée par une baisse du taux de croissance du PIB et de l'emploi. Nous observons une très forte sensibilité de la croissance à l'investissement. Le volume de l'investissement semble être le moteur principal de la croissance et sa variation crée à court terme des variations remarquables dans le taux de croissance. Quelles conséquences sur l'emploi?



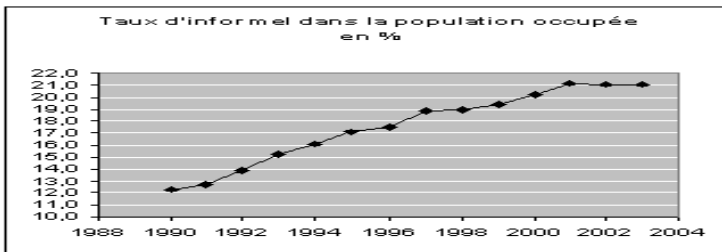
3.2. Croissance et emploi, même rythme?

Les données montrent qu'au cours de la période étudiée, on peut observer une très forte relation entre l'évolution du PIB et celle de l'emploi structuré. En treize ans le PIB a connu une croissance de 33%, soit un rythme annuel moyen de 1,31%, et une croissance de l'emploi formel de 36%, soit un rythme annuel moyen de 1,32%. Ces rythmes très semblables sont naturellement très faibles pour entraîner une diminution remarquable du chômage.



Mais l'emploi qui semble avoir été le plus généré est l'emploi informel; la question qui se pose est de savoir pourquoi ce type de croissance, si faible, a-t-il généré plus d'emploi informel que d'emploi structuré?

Les données relatives à la structure de la population occupée montrent bien que l'emploi informel prend de l'importance, comme le montre le graphique ci-dessous. Son poids dans la population occupée passe de 12,3% en 1990 à 21,1% en 2003. Est-ce un élément dominant du marché du travail? Les enquêtes sociologiques doivent pouvoir en montrer les principales caractéristiques et surtout comment il s'articule à l'emploi structuré? Enfin, joue-t-il un simple «rôle régulateur de la crise économique et sociale»? Où doit-on le considérer comme «un modèle alternatif au développement industriel»¹⁸?



3.3. Une croissance générant une informalisation croissante de l'emploi

Beaucoup d'analyses ont déjà souligné l'informalisation de l'économie et de certains secteurs d'activité et bien entendu de l'emploi. L'évaluation du secteur informel reste à faire et les données

¹⁸ Hugon P. et Pagès N. op.cit. Telles sont du moins les questions posées pour les pays de l'Afrique sub-saharienne, où l'emploi informel prend des dimensions très importantes.

le concernant changent régulièrement pour les mêmes périodes. Ainsi, on avait estimé l'emploi informel par rapport à l'emploi total hors agriculture¹⁹ à 29% en 1992 et 40% en 2001. Or, selon les dernières données publiées les calculs montrent qu'il n'a pas atteint ce niveau puisque les taux sont respectivement de 18 et 27%. Mais ce qui est important c'est que la tendance à l'accroissement de l'informel reste très lourde.

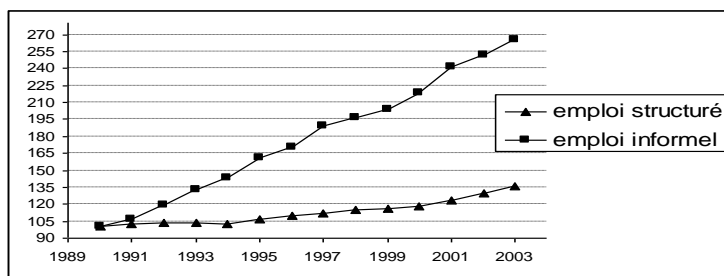
La question qui se pose est de savoir quels types d'emplois sont générés par la croissance enregistrée au cours des dernières années?

Tableau 4: Evolution indiciaire de l'emploi

	1990	1995	2003
Population active	100	129	163
Emploi global	100	116	155
Emploi structuré	100	109	139
Emploi informel	100	169	265

Ces données révèlent qu'au cours de la période étudiée 1990-2003, l'emploi global créé (+55%) n'a pas suffi à prendre en charge la demande d'emploi exprimée au cours de la période (+63%). Il en a résulté une croissance du taux de chômage. Si on se limite à l'emploi structuré (+39%), le différentiel d'avec la population active est encore plus important.

D'un autre côté, l'emploi informel a connu une très forte croissance (+165%), puisqu'en 2003, un emploi sur cinq est réalisé dans le secteur informel. En 15 ans, l'emploi informel a été multiplié par presque 3, ce qui peut être comparable à l'évolution de l'Afrique de l'Ouest où il a été multiplié par 7 en trente ans (1960-1990)²⁰. Mais dans ces derniers pays, son poids est estimé à 60%.



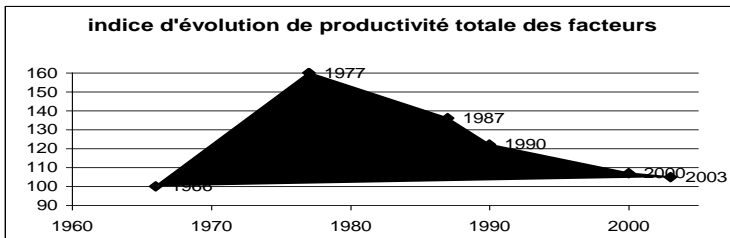
¹⁹ Musette MS. et alii, *Marché du travail et emploi en Algérie* op.cit. p. 48

²⁰ Hugon P. et Pagès N. op.cit.

3.4 La productivité des facteurs de production

La question qui se pose est de connaître les répercussions de ce type d'emploi sur la productivité. Bien sûr les données ne sont pas précises pour procéder aux calculs sectoriels. Cependant, on peut approcher cette question au plan global et en ce qui concerne le secteur agricole qui a connu une forte croissance de la production et de l'emploi au cours de la dernière décennie.

Au plan global, la productivité totale des facteurs peut être estimée à partir du rapport entre le PIB (termes constants) et la population occupée.



Source: Calculs opérés à partir des données de la Banque mondiale WDI et données ONS

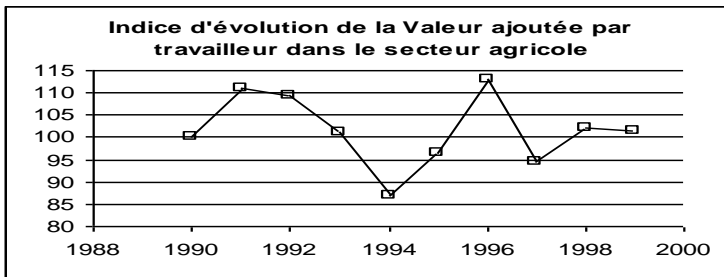
Ces données indiquent que depuis 1977, la productivité globale des facteurs n'a cessé de baisser. Elle aurait baissé de 35% entre 1977 et 2003. La baisse de la productivité a connu des rythmes différents. Entre 1977 et 1990, la baisse globale a atteint le taux de -23,6%. Entre 1990 et 2003, la chute a été ralentie puisque le taux a été de -14,20%. Le niveau atteint en 2003 est peine à supérieur à celui de 1966. En trente sept ans, il y a une stagnation du niveau de la productivité, ce qui rejoint la conclusion du rapport de la Banque mondiale sur le développement de 1995 pour les pays d'Afrique²¹.

Pour la dernière décennie, l'ajustement structurel semble avoir produit les conditions qui ont stoppé la chute de la productivité dès 1997, comme le montre le graphique. En effet la chute a été surtout remarquable entre 1990 et 1997. Après cette date, il y a une très légère augmentation puis l'amorce d'une petite baisse. Mais sur la période 1997-2003, le niveau de 1997 a été maintenu et la chute stoppée.

²¹ Ce Rapport a conclu qu'en longue période, il y a une stagnation du niveau de la productivité globale des facteurs dans les pays d'Afrique sub-saharienne.



Par contre, le secteur qui a connu une forte instabilité de son niveau de productivité est certainement le secteur agricole. Après une chute de 13% entre 1990 et 1994, le niveau de 1990 semble avoir été retrouvé au cours des dernières années, comme le montre le schéma suivant.



CONCLUSION

Plusieurs éléments de conclusion s'imposent en matière d'évolution de l'emploi au cours de la période 1990-2003:

- les différents réajustements structurels infligés à l'économie nationale commencent à produire des effets en termes de relance de la croissance et de l'emploi.

- le fonctionnement de l'économie semble toujours conditionné par le volume d'investissement injecté annuellement et la croissance réagit de manière très sensible aux variations du taux d'investissement.

- l'emploi informel semble devenir une composante permanente de l'emploi. Va-t-il peser lourdement sur le fonctionnement du marché du travail?

- l'offre d'emploi semble prendre des caractéristiques hétérodoxes telles que l'effondrement du salariat et de développement relatif de l'emploi administratif.

Ces évolutions contradictoires expliquent-elles la chute du niveau des performances de l'économie et notamment la baisse tendancielle de son niveau de productivité globale des facteurs?

Bibliographie

Bouyacoub A., (2003) L'évolution des salaires en Algérie in *Le salaire minimum en Algérie*, étude collective, BIT.

Bouyacoub A., (2002) «Emploi, formation et employabilité: quelle problématique en Algérie»? In *La Formation, l'emploi et l'employabilité*, Actes de la Conférence euro-maghrébine, Alger 27-29 avril 2002, B.I.T

Charmes J., (1996) «Emploi, informalisation, marginalisation? L'Afrique dans la crise et l'ajustement 1975-1995» in COUSSY J., VALLIN J. (ed), (1996) *Crise et population en Afrique*, Paris, CEPED.

Dominique G. et Vernières M., (1991) «*Le marché du travail*», 3^{ème} éd. Economica.

FMI (1998), Algérie: stabilisation et transition à l'économie de marché, 140 p. Washington 1998.

Hugon P. et Pagès N. (1998) *Ajustement structurel, emploi et rôle des partenaires sociaux en Afrique francophone*, Cahiers de l'emploi et de la formation n° 28, OIT, Genève.

Ihaddaden T., (2004), «La situation de l'emploi et du marché du travail» in *Séminaire national sur l'emploi* 15-16 février, Alger.

Medjkoune M., (1998), Ajustement structurel, emploi et chômage en Algérie, numéro spécial in *Les cahiers du CREAD* n° 46/47.

Ministère de l'emploi et de la solidarité nationale, BIT et PNUD, Bureau d'Alger, (2004), Séminaire national sur l'emploi, 15 et 16 février, Alger.

Musette S. et Hammouda N. E., (1998), Evaluation des effets du PAS sur le marché du travail en Algérie, in *Les cahiers du CREAD*.

Musette M. S., Isli M. A. et Hammouda N. E., (2003), *Marché du travail et emploi en Algérie: éléments pour une politique nationale de l'emploi*, B.I.T Bureau d'Alger.